

RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE 2013

LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- > le rapport de gestion
- > le rapport de la direction
- > les états financiers audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- > le relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
- > le relevé des autres investissements
- > le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires



Desjardins
Capital régional
et coopératif

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DES JARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats de la Société au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les rendements annuels et composés de la Société exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par catégorie d'actif représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés doit être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site (capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2013. Ces renseignements découlent des états financiers annuels et intermédiaires audités de la Société.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	30 juin 2013 (6 mois)	31 déc. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010	31 déc. 2009	31 déc. 2008
Produits	24 722	53 491	46 894	44 970	39 900	39 520
Bénéfice net (perte nette)	2 016	53 435	122 588	18 696	17 145	(29 347)
Actif net	1 472 665	1 356 446	1 220 427	1 019 846	905 921	812 606
Actions en circulation (nombre, en milliers)	128 346	118 243	110 776	102 908	93 142	85 159
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,1	2,4	3,0	2,8	2,8	3,1
Taux de rotation du portefeuille :						
– investissements à impact économique québécois (%)	5	23	28	11	9	9
– autres investissements (%)	56	67	110	112	84	83
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	104 232	103 052	106 577	111 476	118 119	122 128
Émission d'actions	149 994	149 994	153 955	180 982	129 443	126 440
Frais d'émission d'actions, nets des impôts afférents	1 739	–	–	–	–	–
Rachat d'actions	34 052	67 410	75 962	85 753	53 273	17 016
Investissements à impact économique québécois au coût	619 873	625 414	498 984	473 331	475 785	412 828
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	672 830	659 045	541 909	439 550	401 321	348 408
Fonds engagés mais non déboursés	114 211	142 350	151 822	200 485	63 907	64 446

⁽¹⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	30 juin 2013 (6 mois)	31 déc. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010	31 déc. 2009	31 déc. 2008
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actif net par action au début de la période / de l'exercice	11,47	11,02	9,91	9,73	9,54	9,89
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,02	0,46	1,15	0,19	0,19	(0,35)
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,20	0,46	0,43	0,45	0,43	0,47
Charges d'exploitation	(0,12)	(0,28)	(0,31)	(0,27)	(0,27)	(0,30)
Impôts et taxe sur le capital	(0,03)	(0,09)	(0,07)	(0,07)	(0,06)	0,04
Gains (pertes) réalisés	(0,01)	0,48	0,20	(0,36)	0,13	(0,20)
Gains (pertes) non réalisés	(0,02)	(0,11)	0,90	0,44	(0,04)	(0,36)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,02)	(0,01)	(0,04)	(0,01)	0,00	0,00
Actif net par action à la fin de de la période / de l'exercice	11,47	11,47	11,02	9,91	9,73	9,54

APERÇU

La Société a clôturé son premier semestre 2013 avec un bénéfice net de 2,0 M\$ (30,9 M\$ pour la même période en 2012), soit un rendement non annualisé de 0,1 % (2,5 % au 30 juin 2012). Le bénéfice net combiné aux frais d'émission d'actions (nets des impôts de 1,1 M\$) de 1,7 M\$ comptabilisés au capital-actions ont résulté en un maintien de l'actif net par action à 11,47 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 juin 2013.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement non annualisé de 4,1 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, comparativement à un rendement non annualisé de 6,8 % pour la même période un an plus tôt. Au 30 juin 2013, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 619,9 M\$, les investissements effectués durant la période présentée se chiffrent à 36,9 M\$. Les fonds engagés mais non déboursés se chiffrent à 114,2 M\$ et les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 8,7 M\$.

L'activité des autres investissements a généré un rendement négatif non annualisé de 0,9 % pour le premier semestre de 2013 (un rendement non annualisé de 2,2 % pour la période correspondante en 2012). Le rendement inférieur en 2013 découle principalement de la perte de valeur du portefeuille d'obligations, liée à la soudaine augmentation des taux obligataires essentiellement survenue au mois de juin 2013.

Au cours du semestre, les souscriptions au capital recueillies en quelques heures seulement, se sont élevées à 150,0 M\$ alors que les rachats d'actions ont totalisé 34,1 M\$. Le solde des actions éligibles au rachat au 30 juin 2013 s'élevait à près de 360 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 472,7 M\$, en hausse de 8,6 % par rapport au 31 décembre 2012. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2013 était de 104 232.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

La stabilité financière, économique et politique mondiale a été mise à rude épreuve durant la première moitié de 2013. La récession se poursuit en zone euro et elle devrait s'étirer encore jusqu'à l'automne. La Banque centrale de Chine a dû intervenir pour contrecarrer certaines inquiétudes par rapport à son système financier, ravivant en même temps les craintes relativement à la vigueur de son économie. La divergence des indicateurs économiques dans plusieurs régions du monde a parfois été déroutante et laisse présager que la croissance économique mondiale devrait être modérée à 3,1 % en 2013. La faible hausse de 1,0 % prévue pour le PIB réel des pays industrialisés devrait être compensée par la croissance de 4,8 % des pays émergents et en développement.

Aux États-Unis, la place occupée par les enjeux politiques est moins grande. Malgré une croissance relativement décevante au premier trimestre, plusieurs secteurs de l'économie montrent des signes encourageants. La consommation des ménages et le marché immobilier résidentiel s'améliorent, appuyés par une meilleure confiance des ménages et une création d'emplois relativement

soutenue. Les exportations souffrent toutefois de l'environnement économique mondial incertain et le secteur manufacturier connaît des difficultés. La faiblesse des dépenses gouvernementales continue de freiner la croissance économique américaine qui devrait tourner autour de 2,0 % en 2013. L'inquiétude à l'égard de la solidité de la reprise aux États-Unis est toujours présente.

Au Canada, une bonne partie de la croissance provient de l'amélioration de la balance commerciale. À l'inverse, la demande intérieure tourne au ralenti. Malgré la bonne création récente d'emplois, les ménages se montrent plutôt hésitants envers certaines dépenses de consommation, notamment pour les biens durables. L'endettement des ménages semble avoir atteint un sommet, et une légère tendance à la baisse pourrait s'amorcer. Les gouvernements restent très prudents dans leurs dépenses et les entreprises semblent adopter de plus en plus un comportement similaire envers leurs investissements. Un ralentissement du marché immobilier résidentiel demeure toujours l'hypothèse la plus probable bien que le marché affiche toujours une étonnante résilience. La progression prévue du PIB réel au Canada est de 1,8 % pour 2013. Elle devrait également être sous les 2,0 % pour le Québec et l'Ontario.

L'économie du Québec a bien amorcé l'année. Le PIB réel a affiché une hausse annualisée de 1,8 % au premier trimestre, soutenu par les dépenses de consommation et l'amélioration du solde commercial. Les exportations ont fléchi, mais la baisse plus prononcée des importations a permis d'amoinrir le déficit du commerce extérieur. Les investissements des entreprises ont toutefois diminué à la suite d'une période de progression soutenue. L'économie du Québec continue à performer malgré le contexte économique mondial difficile. L'Indice précurseur Desjardins, qui permet d'anticiper la direction de l'économie du Québec environ six mois à l'avance, a enregistré un deuxième gain consécutif en mai, ce qui suggère que le cycle d'expansion pourrait se poursuivre, mais à un rythme modéré.

Les récents propos du président de la Réserve fédérale américaine concernant le retrait graduel des achats de titres ont secoué les marchés financiers. Les taux obligataires ont fait un bond marqué tant aux États-Unis qu'au Canada affectant certains taux hypothécaires. Le dollar canadien a subi les contrecoups de ces changements en glissant sous les 0,95 \$ US. Il pourrait toutefois retrouver la parité sur un horizon d'environ 12 mois. Les grandes banques centrales devraient maintenir des conditions monétaires très souples encore longtemps. Ainsi, la Réserve fédérale américaine ne devrait pas modifier ses taux d'intérêt directeurs avant 2015, alors que la Banque du Canada pourrait n'amorcer son resserrement monétaire qu'à la fin de 2014 par deux hausses consécutives du taux de financement à un jour. Les marchés boursiers, dont certains ont de nouveau atteint des records récemment, pourraient afficher une bonne performance cette année. Le S&P 500 pourrait atteindre un rendement supérieur à 10,0 % en 2013, résultat nettement plus élevé que celui attendu pour le S&P/TSX qui est touché par un engouement moins fort pour les matières premières.

Ce contexte économique et en particulier l'évolution des taux obligataires a une influence sur la juste valeur du portefeuille des autres investissements alors que le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est davantage influencé par des facteurs plus locaux.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société affiche un bénéfice net de 2,0 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2013, soit un rendement non annualisé de 0,1 %, comparativement à un bénéfice net de 30,9 M\$ (rendement non annualisé de 2,5 %) pour la même période en 2012. Le bénéfice net combiné aux frais d'émission d'actions (nets des impôts afférents) de 1,7 M\$ comptabilisés au capital-actions ont résulté en un maintien de l'actif net par action à 11,47 \$ au 30 juin 2013, en comparaison avec le 31 décembre 2012.

À titre indicatif, au prix actuel de 11,47 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans obtiendrait un rendement annuel se situant entre 7,3 % et 8,0 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu. Rappelons que pour tout achat entre le 24 mars 2006 et le 9 novembre 2007, le crédit d'impôt octroyé était de 35 %, alors que pour les périodes avant et après ces dates, le crédit d'impôt était de 50 %.

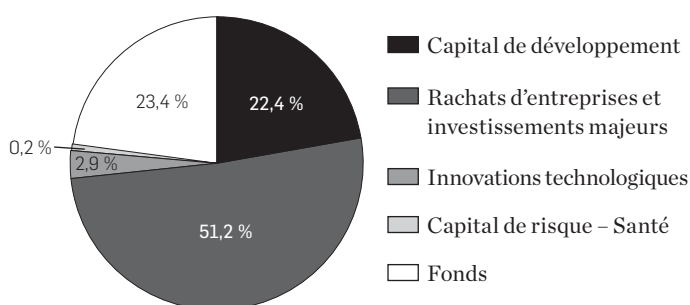
Les résultats de la Société proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions non annualisées positive de 2,0 % et négative de 0,4 % respectivement, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,5 % sur le rendement non annualisé de la Société.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par la Société lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Composition du portefeuille

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en cinq catégories d'actif. Au 30 juin 2013, la juste valeur de ce portefeuille se ventilait ainsi par catégorie d'actif :



La catégorie d'actif « Capital de développement » se compose essentiellement d'investissements non garantis sous forme de participations minoritaires au capital-actions, d'avances ou de prêts. Ces financements s'adressent à des entreprises en expansion ou à maturité. Ils peuvent également s'appliquer à des entreprises en démarrage situées en régions ressources. Le montant des investissements de cette catégorie varie généralement entre 200 k\$ et 10 M\$. Toutefois, depuis juillet 2010, tout investissement de 3 M\$ (5 M\$ à compter de juillet 2013) ou moins dans une nouvelle entreprise partenaire est généralement effectué par le biais du fonds Capital croissance PME S.E.C. (CCPME) et est alors présenté dans la catégorie « Fonds ». Une description de CCPME est présentée un peu plus loin.

La catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » a un double mandat. Tout d'abord, la Société vise à acquérir des entreprises pour en assurer la continuité ou pour consolider des secteurs prometteurs tout en favorisant le maintien de leur propriété au Québec. De plus, elle appuie la croissance d'entreprises rentables de tous les secteurs d'affaires du Québec en participant à leur capital-actions ou en s'associant à titre de créancier non garanti pour des montants variant de 5 M\$ à 30 M\$.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	30 juin 2013				30 juin 2012			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Investissements à impact économique québécois	665	47,7	4,1	2,0	547	42,9	6,8	3,0
Autres investissements et encaisse	729	52,3	(0,9)	(0,4)	728	57,1	2,2	1,2
	1 394	100,0	1,6	1,6	1 275	100,0	4,2	4,2
Charges, nettes des frais d'administration			(1,2)	(1,2)			(1,2)	(1,2)
Impôts sur les bénéfices			(0,3)	(0,3)			(0,5)	(0,5)
Rendement de la Société			0,1	0,1			2,5	2,5

Les portefeuilles « Innovations technologiques » et « Capital de risque – Santé » sont composés d'investissements directs dans des entreprises spécialisées des secteurs des technologies de l'information et des sciences de la vie. Au 30 juin 2013, ces portefeuilles ne comptent plus que huit entreprises (juste valeur de 19,5 M\$) et trois entreprises (juste valeur de 1,2 M\$) respectivement. La Société vise à optimiser la valorisation des participations détenues mais, depuis 2008, ne réalise plus de nouveaux investissements directement dans ces catégories d'actif. Les investissements dans des entreprises technologiques ou innovantes se font plutôt par le biais de son fonds partenaire Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI).

Ayant un niveau de capitalisation limité, la Société cherche des moyens innovateurs pour contribuer encore davantage au développement économique du Québec. Ainsi, elle poursuit sa mission par le biais de plusieurs leviers qu'elle contribue à développer en collaboration avec son gestionnaire, Desjardins Capital de risque (DCR) et dont elle est le pilier. Ces leviers constituent l'écosystème entrepreneurial de la Société regroupant les fonds destinés à valoriser et conserver le meilleur de l'entrepreneuriat au Québec. Une description plus détaillée de chacun d'eux est présentée ci-après. En plus d'investir directement dans des entreprises d'ici, la Société détient des participations dans les fonds de son écosystème entrepreneurial, ainsi que dans d'autres fonds, lesquelles sont regroupées sous la catégorie « Fonds ».

Composition de la catégorie d'actif « Fonds »

	Participation (%)	Au 30 juin 2013 (M\$)	Au 31 décembre 2012 (M\$)
Écosystème entrepreneurial			
CCPME	50,0	70,9	56,9
DI	54,5	53,2	56,6
Autres fonds initiés par la Société		11,3	9,5
		135,4	123,0
Autres fonds		21,5	19,7
		156,9	142,7

- CCPME, dont l'objectif principal est d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 3 M\$, a été créé le 1^{er} juillet 2010. La Société et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagées à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 200 M\$, déboursée en grande partie sur une période de trois ans. Au mois de juillet 2013 les commanditaires se sont engagés à investir une somme additionnelle de 20 M\$, à parts égales, donc une somme maximale totale de 220 M\$, à augmenter le montant maximal par investissement à 5 M\$ et à prolonger la période d'investissements jusqu'au 31 décembre 2013. Notons qu'à partir de juillet 2013, CCPME ne fera plus de nouveaux financements de coopératives, ce type de financement étant désormais effectué par le biais du nouveau fonds Essor et Coopération, présenté ci-après. Au 30 juin 2013, la Société avait déboursé 80,6 M\$ sur son engagement total de 100 M\$, permettant ainsi à CCPME d'appuyer 155 entreprises et fonds dans leur développement.
- La Société annonçait en avril dernier, la reconduction de l'entente de partenariat avec la CDPQ par l'entremise d'un nouveau fonds : CCPME II. Un montant maximal de 230 M\$ additionnels sera donc investi sur une période de trois ans pour appuyer les petites et moyennes

entreprises du Québec. La Société s'engagera pour une somme de 115 M\$. La création de CCPME II est prévue pour le 1^{er} janvier 2014 et les premiers investissements au premier trimestre 2014.

- La Société est aussi commanditaire majoritaire du fonds DI qui est également géré par DCR. Au dernier trimestre de 2012, la Société a injecté 20 M\$ additionnels dans DI afin d'appuyer les entreprises faisant partie du portefeuille actuel et de fournir un financement pour de nouveaux projets. Avec cette augmentation de capitalisation, DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ dans un écosystème composé de plusieurs fonds et partenaires ayant pour but d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Au 30 juin 2013, un total de 34 entreprises et fonds ont bénéficié des sommes déboursées par DI.
- Le Fonds Relève Québec offre des prêts à des conditions avantageuses aux repreneurs québécois lors du transfert d'entreprises afin de financer une partie de leur mise de fonds. Le gouvernement du Québec ainsi que deux autres partenaires participent au financement de ce fonds. Au 30 juin 2013, la Société avait déboursé 2,1 M\$ sur son engagement de 10 M\$.
- La société en commandite Essor et Coopération a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. Ce nouveau fonds, dont la gestion a été confiée à DCR, devrait bénéficier d'une capitalisation de 45 M\$, alors que la Société s'est engagée pour une somme de 40 M\$. Parallèlement, cette nouvelle société en commandite a conclu une entente avec la Banque de développement du Canada et le réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et Centres d'aide aux entreprises (CAE) afin de co-investir dans certains projets, mettant ainsi une somme totale de 60 M\$ à la disposition des coopératives québécoises. Les premiers investissements sont prévus au deuxième semestre de 2013.
- En novembre dernier, la Société en association avec le gouvernement du Québec, CDPQ, le Mouvement Desjardins, la Fédération des chambres de commerce du Québec, la Fondation de l'entrepreneurship et Québecor ont créé le Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c. Cette initiative permet de cibler et de soutenir les nouveaux entrepreneurs les plus prometteurs, et ce, aux quatre coins du Québec. Le programme offre un accompagnement global aux entrepreneurs par l'attribution de prêts sans intérêt ni garantie d'une valeur maximale de 30 k\$, jumelés à du mentorat et à un appui technique. Le budget du programme est de l'ordre de 7 M\$. La Société s'est engagée pour une somme de 1 M\$ par le biais de CCPME. Au 30 juin 2013, la Société avait déboursé 0,2 M\$ sur son engagement total de 1 M\$, permettant ainsi au Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c. d'appuyer 36 entrepreneurs dans leur développement.
- Finalement, le Fonds d'investissement pour la relève agricole, créé en 2010 par la Société en collaboration avec deux autres partenaires financiers, a pour objectif d'appuyer la jeune relève agricole qui dispose souvent de peu de capitaux pour assurer le démarrage et la pérennité de leur entreprise agricole. Au 30 juin 2013, la Société a déboursé 1,7 M\$ sur son engagement total de 25 M\$ d'une durée initiale de cinq ans.

Activité d'investissements à impact économique québécois
Des investissements de 36,9 M\$ réalisés au cours du premier semestre de 2013 ainsi que des produits de cession de 39,2 M\$ et des gains nets réalisés et non réalisés de 14,9 M\$ ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 671,4 M\$ au 30 juin 2013 (658,8 M\$ au 31 décembre 2012). La somme des investissements réalisés au cours du premier semestre est principalement attribuable aux investissements faits dans le fonds CCPME.

L'activité d'investissements doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 114,2 M\$ au 30 juin 2013 comparativement à 142,4 M\$ au 31 décembre 2012. Les engagements totaux au coût au 30 juin 2013 s'élevaient à 734,1 M\$ dans 170 entreprises, coopératives et fonds, dont 619,9 M\$ ont été déboursés.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 13,5 M\$ (11,4 M\$ au 31 décembre 2012) découlent de l'acquisition de certains investissements. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par la Société. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2013, la Société n'a remboursé aucun billet, ni passif financier et la juste valeur des billets et passifs financiers a été ajustée à la hausse de 2,1 M\$, générant ainsi une perte de 2,1 M\$ pour la Société.

Rendement du portefeuille

Tel qu'il est présenté dans le tableau « Rendement par catégorie d'actif » ci-après, au cours du premier semestre 2013, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution positive de 28,3 M\$, soit un rendement de 4,1 %, comparativement à 37,1 M\$ pour la même période en 2012 (rendement de 6,8 %). La catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » affiche un solide rendement de 6,1 % découlant de l'amélioration de la rentabilité de quelques entreprises en portefeuille et, compte tenu du volume important d'actifs alloués à cette catégorie, contribue majoritairement au rendement de la Société au premier semestre.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois

(en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2013	Semestre terminé le 30 juin 2012
Produits	15 651	16 443
Gains et pertes	12 630	20 625
	28 281	37 068

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. Depuis le 1^{er} janvier 2013, les honoraires de négociation, représentant 1,3 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2013, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent

est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DCR par la Société. Ce changement vise à compenser le gestionnaire pour les frais qu'il encourt. Ces honoraires de négociation continuent à être considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées à chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

La Société a enregistré aux résultats du semestre un gain réalisé et non réalisé de 12,6 M\$ comparativement à un gain de 20,6 M\$ pour la même période en 2012. La performance du semestre provient notamment de l'accroissement de la valeur de quelques entreprises de la catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs ».

Au 30 juin 2013, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est légèrement détérioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2012, tel qu'expliqué à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

L'activité des autres investissements concerne le solde des fonds non investis auprès des entreprises partenaires. Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire et d'actions privilégiées, procure des revenus courants stables à la Société et assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements.

Au 30 juin 2013, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 779,4 M\$, comparativement à 678,2 M\$ au 31 décembre 2012. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 30 juin 2013, 69 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (70 % au 31 décembre 2012).

RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF	30 juin 2013				30 juin 2012			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	(M\$)	(%)	(%)	(%)	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Capital de développement	154	11,0	2,5	0,3	158	12,3	6,0	0,7
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	341	24,5	6,1	1,5	220	17,3	13,6	2,1
Innovations technologiques	18	1,3	8,2	0,1	24	1,9	8,6	0,2
Capital de risque – Santé	2	0,1	8,8	0,0	46	3,6	(0,3)	0,0
Fonds	150	10,7	0,6	0,1	99	7,8	0,2	0,0
	665	47,6	4,1	2,0	547	42,9	6,8	3,0

Favorisée par la levée de fonds rapide de 150 M\$ au premier semestre, la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 52 % au terme du premier semestre de 2013 (49 % au 31 décembre 2012). Cette proportion sera appelée à reculer au fur et à mesure que les sommes ainsi recueillies seront utilisées pour effectuer de nouveaux investissements ou pour procéder au rachat des actionnaires qui en feront la demande. Les fonds engagés mais non déboursés de 114,2 M\$, représentant près de 8 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de la Société pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

La Société anticipe que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait diminuer graduellement au cours des prochains exercices afin de se situer autour de 40 % lorsque la capitalisation aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

La Société met en place des stratégies de gestion des liquidités du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en préservant les liquidités nécessaires pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer.

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le conseiller en valeurs mandaté par le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Ces opérations sont effectuées dans un portefeuille de superposition et les limites de risques potentiels qui y sont associées sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le conseiller en valeurs. Cette activité a eu un impact neutre sur les résultats au premier semestre 2013 (un gain de 0,6 M\$ pour la même période en 2012). Au 30 juin 2013, la Société n'avait aucune position de marché.

Contribution générée par les autres investissements

(en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2013	Semestre terminé le 30 juin 2012
Produits	9 968	9 993
Gains et pertes	(16 208)	5 108
	(6 240)	15 101

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution négative de 6,2 M\$ pour le premier semestre 2013, comparativement à une contribution positive de 15,1 M\$ un an plus tôt. Les produits courants sont équivalents à ceux de la même période en 2012.

Enfin, pour le premier semestre 2013, la Société a enregistré une perte sur son portefeuille des autres investissements de 16,2 M\$. La perte découle principalement de la soudaine hausse des taux obligataires au

mois de juin, suite à certaines déclarations de la Réserve fédérale américaine qui ont provoqué quelques soubresauts sur le marché obligataire. Ainsi, les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement de 1,80 % au 30 juin 2013 (1,38 % au 31 décembre 2012).

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées des taux obligataires. La remontée de ces taux a eu et pourrait avoir un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs financiers de la Société vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de la Société.

SOUSCRIPTION

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins. Au 30 juin 2013, ce réseau de distribution était constitué de 361 caisses Desjardins et de 922 centres de service, pour un total de 1 283 points d'accès.

La souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$ par période de capitalisation. La période de détention minimale des actions de la Société est de sept ans, jour pour jour de la date d'achat, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

La Société peut recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que son capital-actions n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, le plafond de capitalisation de la Société établi à 1 250 M\$.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle où le plafond aura été atteint pour une première fois, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 30 juin 2013, le capital-actions de la Société s'élève à 1 307,5 M\$ pour 128 346 300 actions en circulation. Selon le rythme des rachats jusqu'en février 2014, la Société pourrait être contrainte de limiter le montant des souscriptions permises pour la prochaine période de capitalisation.

Les souscriptions recueillies au cours du premier semestre de 2013 se sont élevées à 150,0 M\$, soit le même montant que pour le premier semestre de 2012.

L'émission 2013, mise en vente le 15 avril dernier, a connu un succès sans précédent alors que le montant maximal de 150 M\$ disponible pour la présente période de capitalisation a été entièrement écoulé en quelques heures seulement.

Pour le premier semestre 2013, les rachats et achats de gré à gré se sont élevés à 34,1 M\$ (52,8 M\$ pour le premier semestre de l'exercice précédent). La Société est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux obligataires, ont une influence sur le volume limité de rachats.

Au 30 juin 2013, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à près de 360 M\$. Pour le deuxième semestre de 2013, un montant d'environ 5 M\$ viendra s'ajouter pour un maximum potentiel de 365 M\$ au 31 décembre 2013.

Les capitaux propres de la Société au 30 juin 2013 s'élèvent à 1 472,7 M\$ et se répartissent par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission (\$)	Solde* (M\$)	Rachat possible à compter de
2001	10,00	32,6	2008
2002	10,00	93,9	2009
2003	10,12 et 10,24	46,0	2010
2004	10,25	57,6	2011
2005	10,25	65,7	2012
2006	10,37 et 10,21	72,7	2013
2007	10,21 et 9,92	110,7	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	162,4	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	177,6	2016
2010	9,73 et 9,80	175,0	2017
2011	9,91 et 10,02	172,7	2018
2012	11,02	155,8	2019
2013	11,47	150,0	2020
Capitaux propres		1 472,7	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2013.

Au cours du premier semestre 2013, la Société a attiré 4 939 nouveaux actionnaires, ce qui, en tenant compte également des rachats survenus, a porté le nombre d'actionnaires à 104 232 au 30 juin 2013, comparativement à 103 052 au 31 décembre 2012.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

(en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2013	Semestre terminé le 30 juin 2012
Frais de gestion	12 478	13 331
Autres frais d'exploitation	1 895	1 486
Services aux actionnaires	813	1 032
	15 186	15 849

Les frais de gestion annuels versés à DCR représentent un pourcentage de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Ce pourcentage, antérieurement de 2,5 %, est passé à 2,25 % le 1^{er} janvier 2012, puis à 2,02 % le 1^{er} janvier 2013.

De plus, depuis le 1^{er} janvier 2013, les honoraires de négociation, représentant 1,3 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2013, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société. Les frais de gestion pour le premier semestre de 2013 représentent 12,5 M\$ comparativement à 13,3 M\$ pour la même période en 2012.

La nouvelle convention de gestion, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. Pour le premier semestre de 2013, les frais d'émission d'actions nets des impôts afférents se sont élevés à 1,7 M\$. Conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada, la Société présente les frais d'émission d'actions en diminution du capital-actions. La nouvelle convention de gestion attribue maintenant à la Société certaines dépenses relatives à la gouvernance.

La baisse du taux à 2,02 % discutée précédemment vise à avoir un effet neutre et à limiter l'effet sur les dépenses totales de la Société.

Comme par le passé, un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement.

La hausse des autres frais d'exploitation de 0,4 M\$ s'explique principalement par les frais reliés au processus d'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements qui permettra de gérer l'augmentation du volume des investissements directs et indirects.

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2013. Toutefois, il a été entendu que la nouvelle tarification de la prochaine convention, encore en négociation, s'appliquera rétroactivement au 1^{er} juillet 2013.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention est renouvelable, d'année en année, aux conditions du marché, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties. De plus, des frais d'émission d'actions, comptabilisés en diminution du capital-actions, ont été payés au réseau des caisses Desjardins pour l'émission 2013.

Le ratio des charges totales d'exploitation a diminué à 2,1 %. Cette baisse s'explique par la croissance de l'actif moyen, la diminution du taux de frais de gestion annuels versés à DCR et le crédit pour les honoraires de négociation gagnés par DCR.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 3,9 M\$ pour les premiers six mois de l'exercice 2013 comparativement à 5,9 M\$ pour la même période en 2012. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'entreprise, le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élèvent à 113,2 M\$ (97,1 M\$ pour la même période en 2012). Les activités d'exploitation ont généré une sortie de liquidités de 7,0 M\$ comparativement à une sortie de liquidités de 3,4 M\$ pour la même période en 2012.

Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de trésorerie de 106,2 M\$ pour le premier semestre 2013 comparativement à 73,7 M\$ pour la même période en 2012. Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 29,9 M\$ pour le premier semestre 2013 comparativement à 96,9 M\$ pour le même semestre de 2012. L'acquisition de trois participations importantes pour le premier semestre 2012, explique en bonne partie cette différence. Conformément à la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société, une portion des liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation et de financement a été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche une utilisation nette de fonds de 124,0 M\$ pour le premier semestre de 2013, comparativement à 68,1 M\$ pour la même période de 2012.

Au 30 juin 2013, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 10,9 M\$ (11,0 M\$ au 31 décembre 2012).

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2013.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

VISION, MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La Société a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée

à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion des activités de la Société.

La vision, la mission, les objectifs et les stratégies de la Société n'ont connu aucun changement depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

GESTION DES RISQUES

GOUVERNANCE DES RISQUES

Le conseil d'administration s'assure que les risques importants reliés aux activités de la Société soient identifiés et priorisés et examine et approuve les mesures de contrôle de ces risques, afin d'en assurer une gestion saine et efficace.

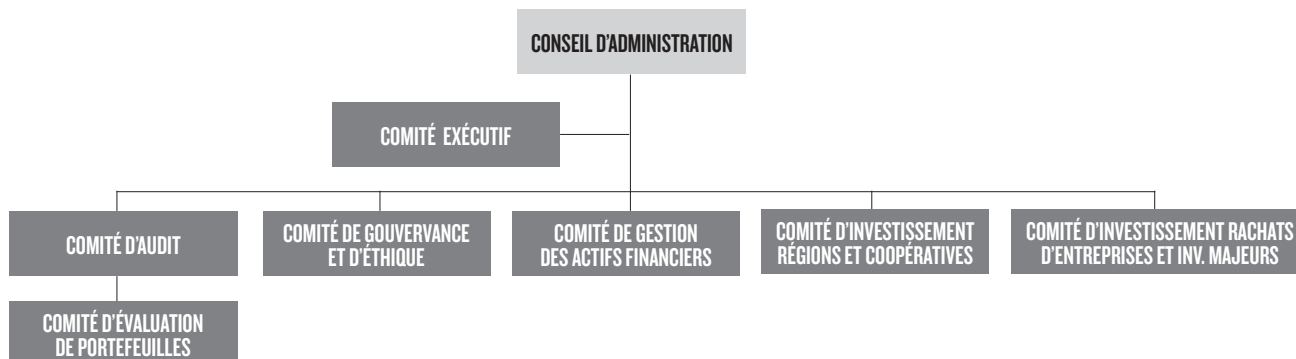
Dans le cadre de ses responsabilités, le conseil d'administration est assisté de sept comités qui se répartissent la surveillance et l'encadrement des différents risques. Ces comités font régulièrement rapport au conseil d'administration et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent à toutes les réunions des comités et du conseil d'administration.

Conscient de l'évolution constante des pratiques de gouvernance et dans un souci d'amélioration continue, le conseil d'administration a entrepris en 2012 une démarche visant la révision de la gouvernance de la Société en y incorporant la gestion intégrée des risques. Des travaux en ce sens se sont poursuivis au cours du premier semestre 2013 et touchent, entre autres, l'actualisation des rôles et responsabilités des diverses instances de la Société.

À ce jour, la démarche a eu une certaine incidence sur l'encadrement de gouvernance. C'est ainsi que le comité d'évaluation de portefeuilles rend dorénavant compte semestriellement de ses activités au conseil d'administration par l'intermédiaire du comité d'audit. Notons toutefois qu'il revient au conseil d'administration d'approuver toute modification apportée à la Méthodologie d'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Aussi, le comité d'éthique et de déontologie a été remplacé par le comité de gouvernance et d'éthique.

Les rôles et responsabilités des comités n'ont toutefois connu aucun changement significatif depuis le dernier rapport de gestion annuel, puisque les ajustements nécessaires qui découleront des divers travaux seront mis en place pendant le second semestre 2013.

Au 30 juin 2013, l'encadrement de gouvernance se présente comme suit :



NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de la Société dans le cadre de l'audit des états financiers, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 15 août 2013.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur la Société sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 773,5 M\$ (670,8 M\$ au 31 décembre 2012).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 6,4 M\$ (13,5 M\$ au 31 décembre 2012) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 692,4 M\$ (592,6 M\$ au 31 décembre 2012) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 32,3 M\$ du résultat net représentant une diminution de 2,3 % du prix de l'action de la Société au 30 juin 2013 (27,8 M\$ pour 2,1 % au 31 décembre 2012). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 34,1 M\$ représentant une augmentation de 2,4 % du prix de l'action (29,4 M\$ pour 2,2 % au 31 décembre 2012). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 74,7 M\$ (64,7 M\$ au 31 décembre 2012) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2013, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions dans trois entreprises cotées pour une valeur de 0,8 M\$ représentant 0,1 % de l'actif net (trois entreprises d'une valeur de 2,0 M\$ au 31 décembre 2012 représentant 0,1 % de l'actif net). Ainsi, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de la Société.

Risque de devises

L'évolution de la devise a une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère représentent une juste valeur de 127,9 M\$ soit 8,7 % de l'actif net au 30 juin 2013, comparativement à 116,7 M\$ soit 8,6 % de l'actif net au 31 décembre 2012.

La Société vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ est accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2013, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 116,0 M\$ US (114,0 M\$ US au 31 décembre 2012) au taux de 1,0402 \$ CA/\$ US (0,9946 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2012) ainsi que 0,2 M\$ AU (dollar australien) (1,4 M\$ AU au 31 décembre 2012) au taux de 0,9507 \$ CA/\$ AU (1,0294 \$ CA/\$ AU au 31 décembre 2012), et ce, le 30 septembre 2013 (le 28 mars 2013).

Au 30 juin 2013, l'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 5,7 M\$ (1,9 M\$ au 31 décembre 2012). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par catégorie d'actif et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7, font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les répartir entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

Cotes		Au 30 juin 2013		Au 31 décembre 2012	
		(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	638 126	94,9	643 223	97,6
7 à 9	À risque	31 214	4,6	11 963	1,8
10 à 12	À haut risque et en insolvabilité	3 490	0,5	3 859	0,6

L'augmentation de la pondération attribuée à la catégorie « À risque » est expliquée majoritairement par la détérioration de la cote de risque d'un investissement de la catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » qui a contribué à l'augmentation du risque de crédit global du portefeuille comparativement à celui de l'exercice précédent.

Pour le portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB de Standard & Poor's ou DBRS ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	Au 30 juin 2013		Au 31 décembre 2012	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	43,2	19,7	39,2	19,0
Autres investissements*	50,6	26,6	52,0	25,8

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 100,0 % (90,4 % au 31 décembre 2012) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 40 % des actifs sous gestion lorsque la capitalisation de la Société aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé, et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont également mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

CONVENTIONS COMPTABLES – NORMES INTERNATIONALES IFRS

Historique

En 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») confirmait qu'à compter du 1^{er} janvier 2011, les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») remplaceraient les principes comptables généralement reconnus au Canada actuellement en vigueur pour certaines sociétés, dont les sociétés publiques. Après plusieurs reports, le CNC a décidé en décembre 2011 que les IFRS pour les sociétés de placement devront être adoptées à compter du 1^{er} janvier 2014. Ainsi, les IFRS devront être adoptées par la Société pour ses états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

Description du projet de conversion

La Société a élaboré un plan de conversion en trois étapes : étape 1 – Diagnostic, étape 2 – Conception et planification et étape 3 – Mise en oeuvre. Durant ces étapes, la Société bénéficie du soutien et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins ainsi que de l'appui d'experts externes.

Étape 1 : Diagnostic

La phase de diagnostic a pour objectif de déterminer à haut niveau les principales incidences du passage aux IFRS sur la Société quant à sa comptabilité, son information financière, sa gestion et ses systèmes d'information. Cette phase a permis à la Société d'identifier de façon préliminaire les domaines où l'application des normes IFRS aurait davantage d'incidences.

Suivant la publication des nouvelles exigences visant les entités d'investissement survenue à la fin de l'année 2012, la Société a été en mesure de compléter la phase de diagnostic incluant la revue des conclusions qui avaient été tirées de façon préliminaire.

Étape 2 : Conception et planification

L'étape 2, débutée au premier semestre de l'exercice courant, implique une évaluation détaillée, du point de vue de la comptabilité, de l'information financière, de la gestion et des systèmes d'information, des changements résultant de la conversion aux IFRS. Le projet a été divisé en onze segments, fondés sur les sujets de comptabilité les plus pertinents pour la Société. Les principaux aspects couverts pour les différents sujets sont :

- Procédures et politiques comptables
- Préparation des états financiers
- Formation et communication
- Impacts sur les affaires et la gestion
- Systèmes d'information
- Environnement de contrôle

À ce jour, des conclusions préliminaires ont été tirées sur la majorité des choix de politiques comptables et sur les différences identifiées entre les IFRS et les PCGR canadiens, tel qu'appliqués par la Société. Les sujets clés pour lesquels des changements dans les politiques comptables ou des différences normatives sont attendus sont présentés ci-dessous dans la section « Principales incidences du passage aux normes IFRS ».

Étape 3 : Mise en oeuvre

L'étape 3 du projet de conversion consiste à mettre en oeuvre les conclusions tirées du travail qui a été effectué durant l'étape 2 en appliquant les changements nécessaires aux processus d'affaires et comptables ainsi qu'aux systèmes d'information. La documentation présentant les procédures et politiques comptables approuvées et conformes aux IFRS, est également préparée à cette étape. Une quantification des impacts anticipés sera effectuée. De plus, un modèle d'états financiers conformes aux IFRS, incluant les notes pertinentes, sera préparé.

Avancement du projet de conversion

La phase de diagnostic étant terminée, la Société complètera la phase de conception et planification et l'essentiel des travaux de la phase de mise en oeuvre dans le deuxième semestre de 2013.

Première application des IFRS

La norme IFRS 1 « première application des Normes internationales d'information financière », fournit aux entités adoptant les IFRS pour la première fois un certain nombre d'exemptions optionnelles ainsi que des exceptions obligatoires à l'exigence générale d'appliquer rétrospectivement l'ensemble des normes IFRS. Aucune exemption, nécessaire pour éviter ou entraînant des impacts significatifs en date de transition, n'a été identifiée jusqu'à présent.

Principaux impacts sur les processus d'affaires

La plupart des différences identifiées entre les IFRS et les PCGR canadiens ne devraient pas avoir d'impacts significatifs sur les résultats et la position financière publiés par la Société. De plus, les effets sur les activités courantes de la Société ont tous été considérés comme relativement mineurs à ce jour.

La Société n'a pas encore déterminé tous les effets comptables qui surviendront à la suite de l'adoption des IFRS puisque certaines politiques comptables alternatives et décisions relatives à l'implantation sont toujours sous analyse. Toutefois, l'avancement du projet de conversion aux IFRS de la Société permet toujours de rencontrer les échéances réglementaires.

Principales incidences du passage aux normes IFRS

Notion d'entité d'investissement :

La publication par l'International Accounting Standards Board (IASB), organisme responsable des normes IFRS, en octobre 2012 du document « Entités d'investissement (amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27) » définit les entités d'investissement et prévoit une exception au principe de consolidation pour ces entités. Selon cette exception, les entités d'investissement évaluent leurs placements dans des entités qu'elles contrôlent à la juste valeur – au lieu de les consolider – et elles inscrivent les variations de juste valeur aux résultats. Sur la base des travaux effectués, la Société a conclu qu'elle répond à la définition d'entité d'investissement présentée dans les amendements ce qui contribue à rapprocher largement le traitement IFRS applicable de l'esprit de la norme NOC-18 actuellement en vigueur au Canada. La Société n'anticipe donc pas d'incidence significative sur la comptabilisation de ses participations majoritaires. Les amendements précisent également certaines obligations de divulgation d'informations concernant ces investissements dans des entités contrôlées. La Société évalue présentement les impacts possibles sur la divulgation dans ses états financiers.

Instruments financiers :

IFRS 9 – Instruments financiers remplacera IAS 39 Instruments financiers et son application sera obligatoire à compter des exercices ouverts le ou après le 1^{er} janvier 2015. Que ce soit en considération des exigences de IAS 39 ou de IFRS 9, la transition aux IFRS ne devrait pas avoir d'incidence sur la comptabilisation et la mesure des instruments financiers de la Société dans la mesure où tous les investissements seront évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (voir la conclusion sur la notion d'entité d'investissement plus haut). En date de transition, la Société a l'option d'adopter par anticipation IFRS 9 au lieu de IAS 39 actuellement en vigueur. La Société évalue cette possibilité mais n'a pas arrêté son choix de façon définitive.

Impôts sur le résultat :

L'application de la norme IAS 12 – Impôts sur le résultat sur la comptabilisation des impôts en main remboursables au titre de gain en capital pourrait avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Des discussions étant actuellement en cours quant à l'application de certaines exigences des normes IFRS à cette particularité de notre fiscalité locale, l'évaluation de cet enjeu reste à compléter.

Quantification des incidences

En considérant la publication des amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 visant les entités d'investissement, la Société n'anticipe pas d'incidence sur ses résultats et sa situation financière en lien avec la comptabilisation de ses participations majoritaires.

La Société doit compléter ses analyses pour déterminer les incidences possibles liées à la comptabilisation des impôts sur le résultat.

Sur la base des travaux effectués à ce jour, la Société n'anticipe aucune autre incidence significative sur ses résultats et sa situation financière lors du passage aux IFRS.

Les différences relevées dans le présent document sont celles existantes sur la base des PCGR et des IFRS applicables à ce jour. La liste ne doit pas être considérée comme une liste exhaustive de tous les changements qui pourraient résulter du projet de conversion aux IFRS de la Société. L'objectif de cette analyse est de présenter les enjeux que la Société croit être les plus significatifs. La revue des possibles changements est toujours en cours et toutes les décisions relatives aux possibles choix de politiques comptables n'ont pas été prises de façon définitive. Jusqu'à ce que tous les choix et analyses soient complétés, la Société ne sera pas en mesure de quantifier de manière fiable l'incidence prévue de ces différences sur ses états financiers.

Notons également que les organismes de normalisation qui promulguent les IFRS et, dans une moindre mesure les PCGR du Canada, poursuivent des projets importants qui pourraient influencer sur les différences aujourd'hui relevées entre les PCGR canadiens et les IFRS et donc avoir des répercussions sur les états financiers des futurs exercices de la Société. Certaines de ces normes en projets pourraient être d'application obligatoire après 2014. Toutefois, il pourrait être possible de les adopter de façon anticipée afin de réduire le nombre futur de modifications aux politiques comptables. Selon la date de publication des normes définitives susceptibles de découler de ces projets et leur incidence sur la Société, la possibilité d'adopter

ces nouvelles normes de façon anticipée sera évaluée de façon continue. Nous avons adopté des processus pour nous assurer que ces changements potentiels sont suivis et évalués. Les répercussions futures des IFRS dépendront également de la situation qui sera alors celle de la Société.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

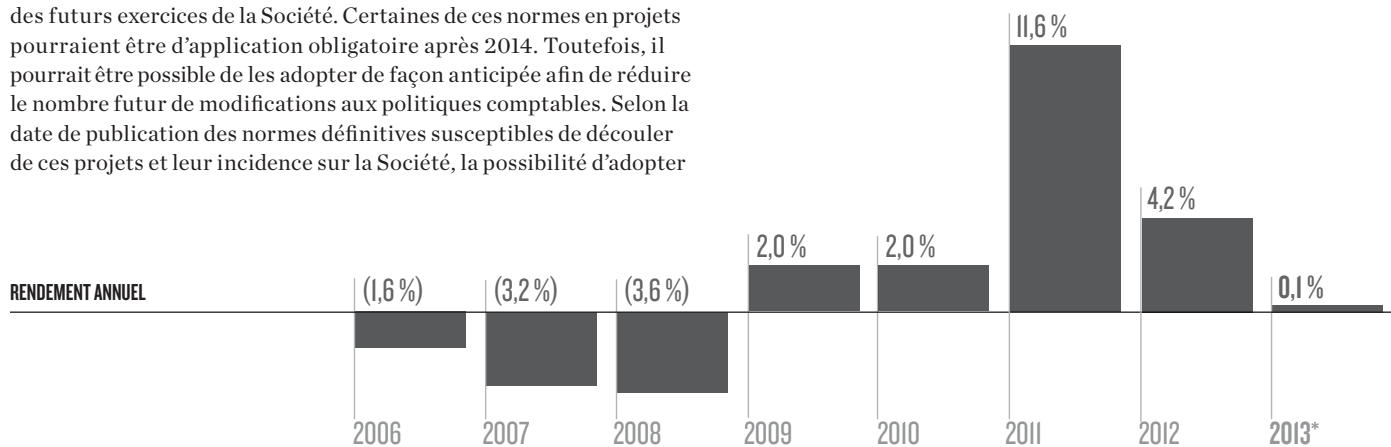
Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont liées. Ces opérations sont décrites à la note 16 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les sept derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2013. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



* Rendement non annualisé pour la période de 6 mois terminée le 30 juin 2013.

RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION AU 30 JUIN 2013

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ans	5 ans	3 ans	1 an
1,7 %	3,1 %	5,4 %	1,7 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPALES CATÉGORIES D'ACTIF

Au 30 juin 2013, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

CATÉGORIES D'ACTIF	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois*	
Capital de développement	10,2
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	23,3
Innovations technologiques	1,3
Capital de risque – Santé	0,1
Fonds	10,7
Total – Investissements à impact économique québécois	45,6
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	0,8
Obligations	47,0
Actions privilégiées	5,1
Total – Autres investissements	52,9

* Incluant les contrats de change

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 30 juin 2013, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 12 émetteurs *	29,1
Fiducie du Canada pour l'habitation	7,0
LNH Banque Toronto Dominion (garanti SCHL)	6,0
Financement-Québec	5,9
Province du Québec	5,4
Financière CDP	2,2
Banque de Montréal	2,2
Banque de Nouvelle-Écosse	2,0
Banque Toronto Dominion	2,0
Province de l'Ontario	1,9
Banque Royale	1,5
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,4
Banque Nationale du Canada	1,1
Société de Financement GE Capital Canada	1,1

* Les 12 émetteurs représentant collectivement 29,1 % de l'actif net de la Société sont :

- A. & D. Prévost inc.
- ACCEO Solutions inc.
- Avjet Holding inc.
- Camoplast Solideal inc.
- Capital croissance PME S.E.C.
- CBR Laser inc.
- Corporation de Développement Knowlton inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Exo-s-inc.
- Groupe TELECON
- La Coop fédérée
- Vision Globale A.R. ltée

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 15 août 2013

Le 15 août 2013

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 15 août 2013. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers
30 juin 2013



Le 15 août 2013

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent le bilan au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012, et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012, ainsi que les notes afférentes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus, au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250 boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 2800, Montreal (Quebec) Canada H3B 2G4
Tél. : +1 514-205-5000, Téléc. : +1 514-205-5675, www.pwc.com/ca/fr*

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal, Canada

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119427

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	Au 30 juin 2013 \$	Au 31 décembre 2012 \$
Actif		
Investissements à impact économique québécois (note 4)	672 830	659 045
Autres investissements (note 5)	771 853	670 572
Encaisse	5 898	7 357
Comptes débiteurs (note 6)	22 832	29 946
Impôts sur les bénéfices (note 14)	22 654	18 350
	1 496 067	1 385 270
Passif		
Comptes créditeurs (note 8)	3 147	2 501
Billets à payer et passifs financiers (note 9)	13 476	11 352
Impôts sur les bénéfices (note 14)	6 779	14 971
	23 402	28 824
Actif net	1 472 665	1 356 446
Nombre d'actions ordinaires en circulation	128 346 300	118 243 301
Actif net par action ordinaire	11,47	11,47

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le Conseil,

(signé) André Lachapelle _____, administrateur

(signé) Jacques Plante _____, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

Résultats

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le bénéfice net par action ordinaire)

	2013 \$	2012 \$
Produits		
Intérêts	21 174	22 172
Dividendes	3 172	2 619
Honoraires de négociation	-	1 645
Frais d'administration	376	526
	<u>24 722</u>	<u>26 962</u>
Charges		
Frais de gestion	12 478	13 331
Autres frais d'exploitation (note 13)	1 895	1 486
Services aux actionnaires (note 13)	813	1 032
	<u>15 186</u>	<u>15 849</u>
Revenu net d'investissement	<u>9 536</u>	<u>11 113</u>
Gains (pertes) sur investissements		
Réalisés	(1 201)	61 747
Non réalisés	(2 377)	(36 014)
	<u>(3 578)</u>	<u>25 733</u>
Impôts sur les bénéfices (note 14)	<u>3 942</u>	<u>5 913</u>
Bénéfice net de la période	<u>2 016</u>	<u>30 933</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	123 574 062	112 082 355
Bénéfice net par action ordinaire	0,02	0,28

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Évolution des capitaux propres

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions)

	2013						
	Nombre d'actions	Capital- actions \$	Surplus d'apport ** \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
				Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	
Solde au 31 décembre 2012	118 243 301	1 189 745	2 004	106 577	58 120	164 697	1 356 446
Résultats de la période	-	-	-	4 393	(2 377)	2 016	2 016
Opérations sur le capital-actions *							
Émission d'actions ordinaires	13 077 057	149 994	-	-	-	-	149 994
Frais d'émission, nets des impôts de 1 155 \$	-	(1 739)	-	-	-	-	(1 739)
Rachat d'actions ordinaires	(2 974 058)	(30 512)	(2 004)	(1 536)	-	(1 536)	(34 052)
	10 102 999	117 743	(2 004)	2 857	(2 377)	480	116 219
Solde au 30 juin 2013	128 346 300	1 307 488	-	109 434	55 743	165 177	1 472 665
	2012						
	Nombre d'actions	Capital- actions \$	Surplus d'apport ** \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
				Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	
Solde au 31 décembre 2011	110 775 643	1 102 322	6 843	40 770	70 492	111 262	1 220 427
Résultats de la période	-	-	-	66 947	(36 014)	30 933	30 933
Opérations sur le capital-actions *							
Émission d'actions ordinaires	13 608 734	149 967	-	-	-	-	149 967
Rachat d'actions ordinaires	(4 840 372)	(49 342)	(3 490)	-	-	-	(52 832)
	8 768 362	100 625	(3 490)	66 947	(36 014)	30 933	128 068
Solde au 30 juin 2012	119 544 005	1 202 947	3 353	107 717	34 478	142 195	1 348 495

* Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

** Le surplus d'apport provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012

(en milliers de dollars)

	2013	2012
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net de la période	2 016	30 933
Ajustements pour		
Pertes (gains) réalisées sur investissements	1 201	(61 747)
Pertes (gains) non réalisées sur investissements	2 377	36 014
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	1 936	1 977
Impôts futurs	(16)	141
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(1 235)	(2 059)
	<u>6 279</u>	<u>5 259</u>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 15)	(13 302)	(8 619)
	<u>(7 023)</u>	<u>(3 360)</u>
Activités d'investissement		
Acquisitions d'investissements à impact économique québécois	(29 908)	(96 934)
Acquisitions d'autres investissements	(534 327)	(287 450)
Produits de la cession d'investissements à impact économique québécois	47 684	91 331
Produits de la cession d'autres investissements	410 337	219 375
	<u>(106 214)</u>	<u>(73 678)</u>
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	147 229	149 887
Rachat d'actions ordinaires	(34 052)	(52 832)
	<u>113 177</u>	<u>97 055</u>
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	<u>(60)</u>	<u>20 017</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>10 953</u>	<u>32 491</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (note 12)	<u>10 893</u>	<u>52 508</u>
Renseignements supplémentaires		
Impôts sur les bénéfices payés	15 014	9 368

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de treize membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Au 31 décembre 2012, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2 Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour la période présentée. Les estimations les plus importantes sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

Investissements à impact économique québécois

Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

Actions non cotées, prêts et avances

Les participations en actions non cotées et les prêts et avances sont inscrits à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées et en des contrats de change. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de convention de rachat.

Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes débiteurs et comptes créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance originale est inférieure à 90 jours.

La juste valeur des comptes débiteurs (sauf les montants à recevoir sur les cessions d'investissements), de l'encaisse et des comptes créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

Les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur laquelle est établie de la même façon que celle des investissements à impact économique québécois.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

Aux résultats, les plus ou moins values réalisées ou non réalisées sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Billets à payer et passifs financiers

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à l'acquisition de certains investissements et sont comptabilisés à leur juste valeur, correspondant à la somme que la Société aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets et passifs financiers à la date du bilan.

Capitaux propres

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôt, sont inclus dans l'évolution des capitaux propres.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices. Elle est également assujettie aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Selon ces règles, la Société peut obtenir le remboursement de ses impôts payés sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Constatation des produits

Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré. Depuis le 1er janvier 2013, ces honoraires sont gagnés par Desjardins Capital de risque inc. (« DCR »), son gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

Gains et pertes sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Les gains et les pertes non réalisés sur les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur.

Gains et pertes réalisés sur billets à payer

Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer sont comptabilisés lorsque le billet est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par la Société en règlement de ce billet et sa valeur initiale. Ces gains et pertes ne prennent pas en compte les gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

3 Modification future de conventions comptables

À titre de société de placement, la Société cessera d'établir ses états financiers conformément aux PCGR du Canada tel qu'il est décrit à la Partie V du Manuel de l'ICCA - Normes comptables en vigueur avant le basculement, pour les périodes commençant le 1^{er} janvier 2014. À ce moment, la Société commencera à appliquer les IFRS comme référentiel comptable.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé du coût des investissements à impact économique québécois* est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2013		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires et parts de fonds	330 108	51 686	381 794
Actions privilégiées	78 721	3 500	82 221
Prêts et avances	204 171	(1 810)	202 361
Garantis			
Prêts et avances	6 873	(419)	6 454
	619 873	52 957	672 830
	Au 31 décembre 2012		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires et parts de fonds	316 091	34 355	350 446
Actions privilégiées	78 465	2 142	80 607
Prêts et avances	225 225	(2 708)	222 517
Garantis			
Prêts et avances	5 633	(158)	5 475
	625 414	33 631	659 045

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 113,9 M\$ (92,6 M\$ au 31 décembre 2012), ainsi qu'en dollars australiens pour une juste valeur de 0,1 M\$ (1,3 M\$ au 31 décembre 2012).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,5 % (11,3% au 31 décembre 2012) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,3 années (4,2 années au 31 décembre 2012). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

a) La répartition des investissements et des engagements par catégorie d'actif s'établit comme suit :

Catégorie d'actif	Au 30 juin 2013				
	Investissements	Gain	Juste	Fonds	Engagement
	au coût	(perte)	valeur	engagés	total
	\$	non réalisé	\$	mais non débourrés ¹	\$
Capital de développement	148 261	2 099	150 360	1 930	152 290
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	274 983	69 860	344 843	9 000	353 843
Innovations technologiques	24 589	(5 075)	19 514	-	19 514
Capital de risque - Santé	13 456	(12 249)	1 207	-	1 207
Fonds	158 584	(1 678)	156 906	103 281	260 187
Total	619 873	52 957	672 830	114 211	787 041

Catégorie d'actif	Au 31 décembre 2012				
	Investissements	Gain	Juste	Fonds	Engagement
	au coût	(perte)	valeur	engagés	total
	\$	non réalisé	\$	mais non débourrés ¹	\$
Capital de développement	155 817	2 108	157 925	3 596	161 521
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	285 690	52 684	338 374	12 500	350 874
Innovations technologiques	25 196	(7 521)	17 675	-	17 675
Capital de risque - Santé	13 456	(11 056)	2 400	-	2 400
Fonds	145 255	(2 584)	142 671	126 254	268 925
Total	625 414	33 631	659 045	142 350	801 395

¹ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

<u>2013 (6 mois)</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>2017 et suivants</u>	<u>Total</u>
37 639 \$	20 421 \$	15 448 \$	18 642 \$	22 061 \$	114 211 \$

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements* non audité est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2013		
	Coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur
	\$	\$	\$
Obligations			
Fédérales ou garanties	219 074	(454)	218 620
Provinciales, municipales ou garanties	262 081	(1 541)	260 540
Institutions financières	168 955	3 080	172 035
Sociétés	40 222	954	41 176
	690 332	2 039	692 371
Instruments de marché monétaire ¹	6 392	-	6 392
Contrats de change ²	-	(1 606)	(1 606)
Actions privilégiées	75 776	(1 080)	74 696
Total	772 500	(647)	771 853

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2013			
Échéance	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	-	335 545	354 787	690 332
Valeur nominale	-	327 378	335 395	662 773
Juste valeur	-	338 150	354 221	692 371
Taux moyen nominal ³	-	3,17 %	3,89 %	3,54 %
Taux moyen effectif	-	2,35 %	2,95 %	2,66 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2012		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	178 728	5 758	184 486
Provinciales, municipales ou garanties	228 099	4 062	232 161
Institutions financières	136 665	5 889	142 554
Sociétés	30 983	2 415	33 398
	574 475	18 124	592 599
Instruments de marché monétaire ¹	13 508	-	13 508
Contrats de change ²	-	(247)	(247)
Actions privilégiées	63 500	1 212	64 712
Total	651 483	19 089	670 572

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2012			
Échéance	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût non amorti	-	278 566	295 909	574 475
Valeur nominale	-	272 869	282 370	555 239
Juste valeur	-	283 799	308 800	592 599
Taux moyen nominal ³	-	3,22 %	3,96 %	3,59 %
Taux moyen effectif	-	2,35 %	3,20 %	2,79 %

¹ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 30 juin 2013, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance originale entre 1 et 4 mois (entre 2 et 9 mois au 31 décembre 2012).

² Les contrats de change pour vendre un notionnel de 116,0 M\$ US et de 0,2 M\$ AU (dollar australien) ont une échéance de trois mois (114,0 M\$ US et 1,4 M\$ AU au 31 décembre 2012).

³ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens à l'exception des contrats de change.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6 Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	5 759	4 665
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	13 869	23 436
Autres comptes débiteurs	3 204	1 845
	<hr/>	<hr/>
	22 832	29 946
	<hr/>	<hr/>

Les débiteurs incluent des montants à recevoir sur les cessions d'investissements évalués en totalité en dollars américains (22,8 M\$ au 31 décembre 2012).

7 Marge de crédit

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$ au près de la Caisse centrale Desjardins. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins plus 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

8 Comptes créditeurs

	Au 30 juin 2013 \$	Au 31 décembre 2012 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	1 434	1 859
Autres comptes créditeurs	1 713	642
	<hr/>	<hr/>
	3 147	2 501
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, des investissements d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par la Société lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté à ce montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion assumés par la Société relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Au 30 juin 2013, des billets à payer d'une juste valeur de 9,6 M\$ étaient liés à des investissements évalués en dollars américains (8,5 M\$ au 31 décembre 2012).

Les billets à payer ont une échéance initiale de trois ans. Les billets non réglés à cette date devront faire l'objet d'une renégociation entre Desjardins Capital de risque, S.E.C. et la Société.

Le 27 avril 2012, la Société a acquis de Régime de rentes du Mouvement Desjardins des investissements d'une juste valeur de 5,9 M\$ pour une contrepartie en argent. Dans les trois ans suivant leur acquisition, si la Société cède les investissements pour un montant supérieur au coût initial, un montant supplémentaire établi en fonction du montant encaissé sera payable à Régime de rentes du Mouvement Desjardins.

10 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2014 est de 150 M\$. Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012, cette limite a été respectée.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;
- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La nouvelle convention de gestion, entrée en vigueur le 1er janvier 2013, attribue maintenant à la Société des frais d'émission d'actions, auparavant pris en charge par le réseau des caisses Desjardins. La Société présente les frais d'émission d'actions, au montant de 1,7 M\$ net d'impôt en 2013, en diminution du capital-actions.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers audités.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

11 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 10.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2013 \$	Au 31 décembre 2012 \$
Encaisse	5 898	7 357
Instruments de marché monétaire	4 995	3 596
	<hr/>	<hr/>
	10 893	10 953
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,90 %	2 377	14 702
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisées et non réalisées sur investissements	3 199	(5 460)
Dividendes non imposables	(1 266)	(1 045)
Impôts remboursables	(230)	(2 630)
Autres	(138)	346
	<u>3 942</u>	<u>5 913</u>

c) Les soldes d'impôts sur les bénéfices comprennent les éléments suivants :

	Au 30 juin 2013		Au 31 décembre 2012	
	Actifs \$	Passifs \$	Actifs \$	Passifs \$
Impôts en main remboursables au titre de gain en capital réalisé	9 548	-	11 169	-
Impôts sur les bénéfices à recouvrer (à payer)	5 037	-	-	(8 036)
	<u>14 585</u>	<u>-</u>	<u>11 169</u>	<u>(8 036)</u>
Impôts futurs en main remboursables au titre de gain en capital non réalisé	6 974	-	7 181	-
Impôts futurs - Frais d'émission	1 095	-	-	-
Impôts futurs - Investissements	-	(6 779)	-	(6 935)
	<u>8 069</u>	<u>(6 779)</u>	<u>7 181</u>	<u>(6 935)</u>
	<u>22 654</u>	<u>(6 779)</u>	<u>18 350</u>	<u>(14 971)</u>

15 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	(2 454)	(908)
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recouvrer	(3 416)	(1 800)
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices à payer	(8 036)	(1 748)
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs	604	(4 163)
	<u>(13 302)</u>	<u>(8 619)</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

16 Opérations entre parties liées

La Société est liée à DCR, son gestionnaire. Ce dernier est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. La Société est donc indirectement liée au Mouvement des caisses Desjardins.

- La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société était en vigueur pour un terme initial de dix ans, terminé le 31 décembre 2011, puis a été renouvelée pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, pour un an, avec les mêmes modalités à l'exception du taux de frais de gestion.

Une nouvelle convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1er janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. La nouvelle convention de gestion attribue maintenant à la Société certaines dépenses relatives à la gouvernance. En contrepartie, le taux des frais de gestion annuels a été réduit et pourra être révisé selon certaines modalités prévues à cette nouvelle convention. De plus, depuis le 1er janvier 2013, les honoraires de négociation sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % (2,25 % pour la période de 6 mois se terminant le 30 juin 2012) de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2013. Toutefois, il a été entendu que la nouvelle tarification de la prochaine convention s'appliquera rétroactivement au 1er juillet 2013.
- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux conditions du marché, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au	Au
	30 juin	31 décembre
	2013	2012
	\$	\$
Bilans		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	5 698	6 855
Autres investissements	2 732	4 165
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	35	35
Capital Desjardins		
Autres investissements	9 702	11 543
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	70	91
Capital croissance PME S.E.C		
Compte débiteur	2 000	-
Desjardins Capital de risque inc.		
Comptes créditeurs	1 713	1 034
Desjardins Capital de risque, s.e.c.		
Comptes créditeurs	-	141
Billets à payer et passifs financiers	12 069	10 921
Fédération des Caisses Desjardins du Québec		
Comptes créditeurs	-	15
Fiducie Desjardins		
Encaisse	516	542
Comptes créditeurs	441	478
Régime de rentes du Mouvement Desjardins		
Billets à payer et passifs financiers	1 407	431

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	112	264
Gains (pertes) sur investissements réalisés	(4 645)	1 066
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	(1 313)	583
Capital Desjardins		
Intérêts	218	37
Gains (pertes) sur investissements réalisés	34	-
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	(284)	344
Desjardins Capital de risque inc.		
Frais de gestion	12 478	13 810
Desjardins Capital de risque, s.e.c.		
Gains (pertes) sur investissements réalisés	-	(2 976)
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	(1 148)	5 446
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	257	357
Fiducie Desjardins		
Services aux actionnaires	756	706
Autres frais d'exploitation	53	56
Régime de rentes du Mouvement Desjardins		
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	(976)	(617)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

17 Instruments financiers et risques associés

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur a pour objet de déterminer à quels montants ces instruments pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes.

Lorsque ceux-ci ne sont pas transigés sur des marchés publics, ils sont évalués selon certains critères déterminés, permettant ainsi de minimiser la subjectivité de l'évaluation. La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- Le niveau 2 consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché et;
- Le niveau 3 consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Le tableau suivant présente la répartition des évaluations en juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon ces trois niveaux.

	Au 30 juin 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	795	-	672 035	672 830
Autres investissements	537 661	234 192	-	771 853
Encaisse	5 898	-	-	5 898
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	13 869	13 869
Billets à payer et passifs financiers	-	-	(13 476)	(13 476)
	Au 31 décembre 2012			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	1 991	-	657 054	659 045
Autres investissements	476 862	193 710	-	670 572
Encaisse	7 357	-	-	7 357
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	23 436	23 436
Billets à payer et passifs financiers	-	-	(11 352)	(11 352)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Lorsque les évaluations de la juste valeur de participations dans des entreprises privées ne sont pas entièrement basées sur des données observables, l'estimation est qualifiée de niveau 3. Ainsi, en plus de variables exogènes comme le niveau des taux d'intérêt, la croissance économique et les taux d'imposition pour n'en nommer que quelques-unes et dont l'incidence est généralement reflétée dans les évaluations, d'autres variables endogènes affectent l'estimation des justes valeurs. En effet, l'évaluation des participations est également tributaire de données ou de facteurs influençant particulièrement une entreprise (perspectives, concurrence, ressources humaines ou financière, etc...).

Bien que l'objectif de l'évaluateur soit de s'appuyer le plus possible sur des données observables, le choix des éléments pertinents et leur incidence dans l'établissement de la juste valeur est influencé par le jugement de ce dernier. Cependant, bien que pour une même entreprise un autre évaluateur pourrait porter un jugement différent sur certains facteurs particuliers, la Société considère l'incidence sur le portefeuille dans son ensemble comme marginale.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde du début et de la fin du niveau 3 de la hiérarchie :

	Au 30 juin 2013			
	Investissements à impact économique québécois	Autres investissements	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	Billets à payer et passifs financiers
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2012	657 054	-	23 436	(11 352)
Gains (pertes) réalisés	1 432	-	797	
Gains (pertes) non réalisés	20 522	-	-	(2 124)
Acquisitions/ émission	31 143	-	-	
Cessions / remboursements	(38 116)	-	(10 364)	
Transfert au niveau 1	-	-	-	
Solde au 30 juin 2013	672 035	-	13 869	(13 476)
Gains (pertes) non réalisés sur investissements, billets à payer et passifs financiers détenus au 30 juin 2013	17 349	-	-	(2 124)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2012			
	Investissements à impact économique québécois	Autres investissements	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	Billets à payer et passifs financiers
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2011	536 337	-	10 565	(14 335)
Gains (pertes) réalisés	47 875	-	(824)	(222)
Gains (pertes) non réalisés	(6 556)	-	-	831
Acquisitions/ émission	230 526	-	18 298	-
Cessions / remboursements	(151 128)	-	(4 603)	2 374
Transfert au niveau 1	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2012	657 054	-	23 436	(11 352)
Gains (pertes) non réalisés sur investissements, billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2012	30 536	-	-	679

Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 11 à 12 et font partie intégrante des états financiers audités.

18 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 2012 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'année en cours.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 30 juin 2013



Le 15 août 2013

Rapport de l'auditeur indépendant sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois accompagnant les états financiers

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

En date du 15 août 2013, nous avons fait rapport sur les bilans de Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012, et sur les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012.

Dans le cadre de nos audits des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également mis en œuvre des procédures d'audit sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé ») au 30 juin 2013. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la Société.

À notre avis, le relevé présente, dans tous ses aspects significatifs, le coût des investissements à impact économique québécois lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119427

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Abitibi-Témiscamingue						
Complexe funéraire Ste-Bernadette	2007	CDév	170	34	-	204
Héli Explore inc.	2007	CDév	-	37	-	37
Hôtel des Eskers inc.	2007	CDév	-	27	-	27
Industries Béroma inc. (Les)	2009	CDév	-	73	-	73
Norbell Électrique inc.	2010	CDév	-	192	-	192
Toitures G.G.R. inc. (Les)	2010	CDév	-	215	-	215
Transport scolaire R.N. Itée	2008	CDév	200	33	-	233
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	CDév	125	83	-	208
VCC-Massénoir inc.	2010	CDév	-	561	-	561
Vézeau et frères inc.	2009	CDév	-	528	-	528
Total Abitibi-Témiscamingue			495	1 783	-	2 278
Bas-Saint-Laurent						
Bâtitech Itée	2007	CDév	70	186	100	356
Fonderie BSL inc.	2010	CDév	-	185	-	185
Gestion Alain Hébert inc.	2009	CDév	-	314	-	314
Gestion Gilles D'Amours (9159-0026 Québec inc.)	2005	CDév	-	205	-	205
Groupe Fillion Sport inc.	2008	CDév	-	188	-	188
Industries Jack inc.	2010	CDév	-	-	10	10
Leblanc Environnement inc.	2008	CDév	250	92	-	342
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	2007	CDév	-	-	9	9
Scierie St-Fabien inc.	2010	CDév	119	-	-	119
Sirois Transport inc.	2009	CDév	-	411	75	486
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	CDév	-	360	-	360
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	CDév	-	449	-	449
Total Bas-Saint-Laurent			439	2 390	194	3 023
Capitale-Nationale						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc.)	2010	CDév	-	230	-	230
Boutique Le Pentagone inc.	2008	R & IM	4 379	-	-	4 379
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-	3 800
Creaform inc.	2009	R & IM	500	6 438	-	6 938
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	1 000	-	1 000
Groupe Humagade inc.	2006	IT	11 191	37	-	11 228
H2O Innovation inc.	2009	CDév	-	1 125	-	1 125
OptoSecurity inc.	2007	IT	-	939	-	939
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	CDév	-	133	-	133
Pneus Ratté inc.	2009	CDév	-	372	-	372
Technologies Obzerv inc.	2010	CDév	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			21 370	10 274	-	31 644

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc.	2009	R & IM	3 800	8 000	-	11 800
CBR Laser inc.	2012	R & IM	-	20 000	-	20 000
Farinart inc.	2010	CDév	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	CDév	3 583	950	-	4 533
Investissements Brasco inc.	2009	CDév	-	681	-	681
Métalus inc.	2008	CDév	-	1 122	-	1 122
Service funéraire coopératif Drummond	2007	CDév	-	312	-	312
Total Centre-du-Québec			7 633	31 065	-	38 698
Chaudière - Appalaches						
Acier Majeau inc.	2008	CDév	-	53	-	53
Acier Trimax inc.	2009	CDév	-	490	-	490
CIF Métal ltée	2005	R & IM	3 976	-	-	3 976
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	-	1 668	1 668
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	67	-	67
Émile Bilodeau et Fils inc.	2008	CDév	-	59	-	59
Groupe Filgo inc.	2012	R & IM	14 000	2 950	-	16 950
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	CDév	-	574	-	574
Hortau inc.	2010	CDév	556	-	-	556
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	2 500	1 493	-	3 993
Matiss inc.	2002	CDév	-	248	-	248
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	208	-	208
Produits de plancher Fintec inc.	2007	CDév	-	529	-	529
Services Bivac inc.	2010	CDév	-	361	-	361
Total Chaudière - Appalaches			21 032	7 032	1 668	29 732
Côte-Nord						
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	2013	CDév	1 000	-	-	1 000
Granulco inc.	2009	CDév	-	105	-	105
Simard Suspensions inc.	2009	CDév	-	715	-	715
Total Côte-Nord			1 000	820	-	1 820
Estrie						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	CDév	-	300	-	300
Camoplast Solideal inc.	2002	R & IM	30 837	-	-	30 837
Cogiscan inc.	2002	IT	849	1 300	-	2 149
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	753	-	753
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	CDév	-	800	-	800
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	CDév	-	1 030	-	1 030
CoopTel, coop de télécommunication	2009	CDév	-	1 675	-	1 675

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances	
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	1 312	-	1 312
Électro-5 inc.	2009	CDév	-	230	-	230
Exo-s inc.	2012	R & IM	6 100	8 897	-	14 997
FilSpec inc.	2004	CDév	1 113	-	-	1 113
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	-	227	-	227
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	CDév	-	225	-	225
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	CDév	-	632	-	632
Kemestrie inc.	2010	CR – Santé	527	-	-	527
L.P. Royer inc.	2010	CDév	-	3 000	-	3 000
Mirazed inc.	2007	CDév	780	25	-	805
Multi X inc.	2006	CDév	-	258	-	258
Pétroles O. Archambault et Fils inc. (Les)	2008	CDév	-	27	-	27
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	CDév	-	112	-	112
Tranzyme Pharma inc.	2003	CR – Santé	10 568	-	-	10 568
Total Estrie			50 774	20 803	-	71 577
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Ateliers CFI Métal inc. (Les)	2009	CDév	-	47	-	47
Construction L.F.G. inc.	2009	CDév	-	960	-	960
Éocycle Technologies inc.	2004	CDév	2 403	-	-	2 403
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	CDév	-	725	-	725
Hôtel Baker Itée	2007	CDév	-	47	-	47
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			2 403	1 779	-	4 182
Lanaudière						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	CDév	-	221	-	221
Groupe Composites VCI inc.	2007	CDév	2 250	290	-	2 540
Groupe DCM inc.	2012	CDév	3 000	3 514	-	6 514
Total Lanaudière			5 250	4 025	-	9 275
Laurentides						
J.L. Brissette Itée	2008	CDév	125	58	-	183
Total Laurentides			125	58	-	183
Laval						
Confiseries Régale inc.	2011	R & IM	4 281	10 676	-	14 957
Équipement Polytek inc. (Les)	2010	CDév	-	128	-	128
Investissements Canadiens Libanais Corp. Itée (Les)	2007	CDév	-	3 141	250	3 391
Total Laval			4 281	13 945	250	18 476

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances		
			\$	\$	\$		
Mauricie							
Groupe Soucy inc.	2008	CDév	-	92	-	-	92
Groupe Telecon	2011	R & IM	12 000	17 192	-	-	29 192
Innovations Voltflex inc.	2006	CDév	17	270	50	-	337
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	CDév	-	3 449	-	-	3 449
Morand Excavation inc.	2007	CDév	-	111	-	-	111
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	CDév	-	444	-	-	444
RGF Électrique inc.	2009	CDév	-	425	-	-	425
Total Mauricie			12 017	21 983	50	-	34 050
Montérégie							
A. & D. Prévost inc.	2011	R & IM	9 472	9 200	-	-	18 672
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	CDév	6 000	-	-	-	6 000
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	97	-	-	97
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	CDév	-	3 516	-	-	3 516
Climatisation Mixair inc.	2008	CDév	-	35	-	-	35
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	R & IM	5 827	6 555	-	-	12 382
Groupe Habitations Signature inc.	2010	CDév	-	3 291	-	-	3 291
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	CDév	-	1 125	-	-	1 125
Normandin inc.	2010	CDév	-	388	-	-	388
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	CDév	-	124	-	-	124
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	547	-	-	710
Urecon ltée	2012	R & IM	4 500	8 101	-	-	12 601
Total Montérégie			25 962	32 979	-	-	58 941
Montréal							
3CI inc.	2007	CDév	1 500	-	-	-	1 500
ACCEO Solutions inc.	2012	R & IM	15 000	9 688	-	-	24 688
Arbell Electronics inc.	2008	CDév	1 260	1 202	329	-	2 791
AtmanCo inc. (ancien Biotonix (2010) inc.)	2010	IT	16	-	50	-	66
Attraction Radio inc.	2013	CDév	-	-	233	-	233
Behaviour Interactif inc.	2002	IT	1 185	-	-	-	1 185
Cavalía inc	2010	R & IM	-	3 758	-	-	3 758
Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	2005	CDév	-	212	-	-	212
Coopérative travailleurs actionnaire de Magnus Poirier	2009	CDév	-	245	-	-	245
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	356	430	-	-	786
Formédica ltée	2009	CDév	-	-	1 200	-	1 200
Groupe API inc. (anc. Approvisionnement Populaire inc.)	2009	CDév	-	271	-	-	271
Groupe conseil OSI inc. (Alyotech Canada inc.)	2006	R & IM	7 886	1 000	-	-	8 886
Groupe de Jeux Amaya inc.	2010	CDév	-	425	-	-	425
Groupe Graham International inc.	2011	R & IM	4 050	4 050	-	-	8 100
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	R & IM	3 000	2 235	-	-	5 235
La Coop fédérée	2005	CDév	30 000	20 000	-	-	50 000

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	1 294	-	1 294
Negotium Technologies	2008	IT	-	-	413	413
Systemex Communications (S.C.) inc.	2010	CDév	-	700	-	700
Vision Globale A.R. ltée	2012	R & IM	18 000	5 000	-	23 000
Total Montréal			82 253	50 510	2 225	134 988
Ontario						
Skywave Mobile Communications inc.	2010	IT	7 249	-	-	7 249
Total Ontario			7 249	-	-	7 249
Outaouais						
Ascentium inc.	2004	IT	-	-	1 361	1 361
Coopérative forestière de l'Outaouais	2006	CDév	-	231	-	231
Evolutel inc.	2008	CDév	-	107	-	107
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	618	-	618
Total Outaouais			-	956	1 361	2 317
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9214-8832 Québec inc.	2009	CDév	-	234	-	234
Alutrans Canada inc.	2008	CDév	150	150	-	300
André Potvin cuisine/salle de bain inc.	2008	CDév	125	44	-	169
Charcuterie L. Fortin ltée	2008	CDév	-	49	-	49
Clinique médicale privée Opti-Soins inc. (Opti-Soins)	2008	CDév	356	13	-	369
Coopérative Forestière de Girardville	2007	CDév	-	617	-	617
Démolition et excavation Demex inc.	2008	CDév	-	311	-	311
Échafaudage Industriel inc.	2010	CDév	-	-	280	280
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	CDév	-	380	-	380
Entreprises Rodrigue Piquette inc. (Les)	2010	CDév	-	-	486	486
Groupe Canmec inc.	2004	R & IM	3 286	349	-	3 635
Groupe Nokamic inc.	2005	CDév	-	148	-	148
Immeubles Ultra-Violet inc.	2010	CDév	-	241	-	241
Nature 3M inc.	2002	CDév	-	6	-	6
Nokamic inc.	2010	CDév	-	-	356	356
Norfruit inc.	2010	CDév	-	100	-	100
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	CDév	750	694	-	1 444
Services Nolitrex inc.	2008	CDév	500	208	-	708
Végétolab inc.	2003	CDév	-	3	3	6
Viandes C.D.S. inc. (Les)	2006	CDév	135	-	-	135
Vieille Garde inc. (La)	2009	CDév	-	67	-	67
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	CDév	300	155	-	455
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			5 602	3 769	1 125	10 496

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances	
Hors Canada						
Pharmaxis ltée	2010	CR – Santé	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Fonds						
Capital croissance PME S.E.C.	2010	Fonds	63 845	-	-	63 845
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	Fonds	58 382	-	-	58 382
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	Fonds	8 518	-	-	8 518
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	Fonds	8 956	-	-	8 956
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	Fonds	1 667	-	-	1 667
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	Fonds	2 100	-	-	2 100
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	Fonds	2 801	-	-	2 801
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	Fonds	11 295	-	-	11 295
Société en commandite Essor et Coopération	2013	Fonds	1 020	-	-	1 020
Total Fonds			158 584	-	-	158 584
Total au coût			408 829	204 171	6 873	619 873

Légende par catégorie d'actif

CDév :	Capital de développement
R & IM :	Rachats d'entreprises et investissements majeurs
IT :	Innovations technologiques
CR – Santé :	Capital de risque - Santé
Fonds :	Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 30 juin 2013

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations (89,7 %)				
Obligations fédérales et garanties (28,3 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2018-12-15, 4,10 %	6,410	7,108	7,014
	2020-12-15, 3,35 %	31,919	33,203	33,573
	2021-06-15, 3,80 %	35,335	38,545	38,184
	2022-03-15, 2,65 %	22,000	22,567	21,802
	2022-12-15, 2,40 %	2,500	2,485	2,405
LNH Banque de Nouvelle-Écosse ¹	2016-04-01, 4,05 %	12,984	13,450	13,699
LNH Banque Toronto Dominion ¹	2015-09-01, 1,95 %	42,250	42,517	42,493
	2016-06-01, 0,65 %	8,822	8,678	8,611
	2017-08-01, 1,70 %	24,760	24,610	24,428
	2018-03-01, 1,40 %	3,469	3,410	3,366
	2018-04-01, 1,65 %	9,896	9,710	9,662
PSP Capital Inc.	2017-02-16, 2,26 %	1,950	1,942	1,957
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2017-02-01, 4,35 %	10,500	10,849	11,426
Total obligations fédérales et garanties		212,795	219,074	218,620
Obligations provinciales, municipales et garanties (33,8 %)				
Cadillac Fairview Finance Trust	2016-01-25, 3,24 %	7,000	7,087	7,230
	2018-05-09, 3,64 %	3,000	3,110	3,139
Financement-Québec	2017-12-01, 3,50 %	28,955	30,376	30,467
	2019-12-01, 2,45 %	57,586	57,675	56,518
Financière CDP	2015-07-15, 1,73 %, taux variable	29,614	29,650	29,657
	2020-07-15, 4,60 %	3,000	3,286	3,289
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	2,000	2,048	2,153
	2019-06-03, 4,88 %	4,000	4,228	4,455
	2021-06-01, 4,15 %	2,000	2,181	2,129
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1,500	1,563	1,575
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3,000	3,018	3,161
Province de l'Ontario	2018-03-08, 4,20 %	10,300	11,436	11,169
	2020-06-02, 4,20 %	5,000	5,561	5,427
	2022-06-02, 3,15 %	11,750	12,067	11,702
Province de Québec	2018-12-01, 4,50 %	17,000	18,808	18,728
	2020-12-01, 4,50 %	19,670	21,342	21,692
	2021-12-01, 4,25 %	23,475	26,096	25,388
	2022-12-01, 3,50 %	14,225	14,586	14,440
Province du Manitoba	2023-06-02, 2,55 %	1,000	996	939
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1,156	1,152	1,205
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2,500	2,543	2,751
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3,000	3,272	3,326
Total obligations provinciales, municipales et garanties		250,731	262,081	260,540

¹ Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations d'institutions financières (22,3 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2015-04-30, 4,11 %	6,400	6,529	6,641
	2016-11-08, 2,65 %	3,500	3,495	3,536
	2017-07-14, 3,95 %	4,800	4,888	5,057
	2018-03-07, 2,22 %	1,750	1,731	1,708
	2018-06-06, 6,00 %	2,000	2,200	2,276
Banque de Montréal	2016-04-21, 5,10 %	11,050	11,546	11,867
	2016-06-10, 3,49 %	6,000	6,296	6,222
	2016-07-08, 3,98 %	1,000	1,013	1,044
	2018-03-28, 6,17 %	6,150	6,946	7,016
Banque de Nouvelle-Écosse	2017-06-08, 4,10 %	2,000	2,048	2,118
	2017-08-03, 2,90 %	14,000	14,191	14,055
	2019-10-18, 3,04 %	2,500	2,500	2,461
Banque Nationale du Canada	2015-01-30, 2,23 %	11,440	11,531	11,513
	2016-01-11, 2,05 %	250	250	250
	2017-04-11, 3,26 %	1,100	1,103	1,122
Banque Royale du Canada	2015-06-15, 4,35 %	8,500	8,688	8,861
	2019-12-06, 2,99 %	2,000	2,044	1,964
Banque Toronto Dominion	2016-12-14, 4,78 %	7,134	7,458	7,668
	2018-07-09, 5,83 %	13,400	14,802	15,232
BMO Capital Trust	2015-12-31, 4,63 %	2,000	2,132	2,114
Caisse centrale Desjardins	2017-10-05, 3,50 %	4,200	4,153	4,338
Capital Desjardins inc.	2020-05-05, 5,19 %	8,750	9,192	9,702
Daimler Canada Finance	2016-09-15, 3,28 %	3,000	3,109	3,083
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	1,000	1,173	1,220
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2,200	2,570	2,704
Financière Sun Life	2019-07-02, 5,70 %	2,000	2,120	2,265
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	426
First Capital Realty	2015-06-01, 5,95 %	1,000	1,020	1,067
	2019-07-30, 5,48 %	1,400	1,458	1,536
	2023-10-30, 3,90 %	900	903	846
Great-West Lifeco inc.	2018-03-21, 6,14 %	1,500	1,530	1,717
Intact Financial Corporation	2021-08-18, 4,70 %	1,000	1,137	1,074
John Deere Canadian Fund	2017-10-18, 2,25 %	750	759	739
Placements CI inc.	2015-12-14, 3,94 %	597	608	622
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	3,350	3,752	3,929
Société de Financement GE Capital Canada	2015-02-11, 4,65 %	6,500	6,811	6,784
	2017-08-17, 5,53 %	7,000	7,566	7,780
	2018-02-08, 4,40 %	1,000	1,098	1,067
Société Financière IGM Inc.	2019-04-08, 7,35 %	1,850	2,125	2,246
Société Financière Manuvie	2017-06-01, 4,17 %	2,000	2,134	2,090
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2,000	2,291	2,416
VW Credit Canada inc.	2016-02-01, 3,60 %	1,600	1,655	1,659
Total obligations d'institutions financières		160,971	168,955	172,035
Obligations de sociétés (5,3 %)				
Alliance Pipeline Limited Partnership	2019-12-16, 4,93 %	1,000	1,090	1,069
Bell Aliant Communications régionales	2016-09-26, 5,41 %	2,000	2,199	2,168
	2019-02-26, 5,52 %	1,200	1,335	1,320

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations de sociétés (5,3 %) (suite)				
Bell Canada	2019-06-18, 3,35 %	1,500	1,520	1,498
	2021-05-19, 4,95 %	5,000	5,105	5,379
	2023-03-22, 3,35 %	600	599	563
Cameco Corporation	2022-11-14, 3,75 %	1,000	1,000	946
Enbridge inc.	2019-09-02, 4,77 %	2,000	2,269	2,183
Loblaw	2020-06-18, 5,22 %	3,500	3,596	3,855
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	327	320
Pembina Pipeline Corporation	2022-10-24, 3,77 %	400	407	394
Reliance LP	2017-03-15, 4,57 %	2,000	2,000	2,066
Rogers Communications	2019-11-04, 5,38 %	5,275	5,618	5,824
	2020-09-29, 4,70 %	2,000	2,251	2,121
	2021-03-22, 5,34 %	2,700	2,729	2,954
Telus Corporation	2019-12-04, 5,05 %	6,750	6,999	7,394
Teranet Holdings Limited Partnership	2020-12-16, 4,81 %	1,050	1,178	1,122
Total obligations de sociétés		38,275	40,222	41,176
Total obligations		662,772	690,332	692,371
Instruments de marché monétaire (0,8 %)				
Gouvernement du Canada	2013-09-12, 1,02 %	1,400	1,397	1,397
Société de transport de Montréal	2013-07-08, 1,13 %	4,995	4,995	4,995
Total instruments de marché monétaire		6,395	6,392	6,392
Contrats de change (-0,2 %)				
Caisse centrale Desjardins	2012-09-30, 1,0402 \$ CA/\$ US	116,000	-	(1,605)
	2013-09-30, 0,9507 \$ CA/\$ AU ²	200	-	(1)
Total contrats de change			-	(1,606)
			Nombre d'actions	
Actions privilégiées (9,7 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,60 %	15,000	400	376
	Perpétuelle, 5,75 %	17,000	454	430
Banque de Montréal	Perpétuelle, 4,50 %	33,400	868	841
	Perpétuelle, 5,20 %	235,500	6,029	5,923
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 0,93 %	130,000	3,268	3,141
	Perpétuelle, 4,50 %	50,200	1,290	1,263
	Perpétuelle, 5,00 %	50,000	1,270	1,246
	Perpétuelle, 5,25 %	16,000	412	407
	Perpétuelle, 5,60 %	170,000	4,458	4,379
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 6,00 %	125,000	3,350	3,268

² \$ AU: Dollar Australien

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

		Nombre d'actions	Coût \$	Juste valeur \$
Actions privilégiées (9,7 %) (suite)				
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 4,45 %	61,000	1,562	1,529
	Perpétuelle, 4,50 %	70,000	1,772	1,757
	Perpétuelle, 4,50 %	48,600	1,193	1,221
	Perpétuelle, 4,60 %	92,100	2,346	2,319
	Perpétuelle, 4,70 %	15,700	394	395
	Perpétuelle, 5,00 %	131,100	3,352	3,329
	Perpétuelle, 6,25 %	20,000	500	514
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 4,85 %	87,000	1,934	2,213
	Perpétuelle, 5,60 %	73,100	1,887	1,906
	Perpétuelle, 6,25 %	40,000	1,067	1,041
	Perpétuelle, 6,25 %	30,000	801	780
Canadian Utilities Limited	Perpétuelle, 4,50 %	70,000	1,761	1,550
	Perpétuelle, 4,90 %	40,000	1,018	956
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 1,63 %, taux variable	77,800	1,970	1,910
	Perpétuelle, 4,95 %	25,000	658	590
	Perpétuelle, 5,10 %	10,000	263	238
	Perpétuelle, 5,75 %	10,000	220	252
	Perpétuelle, 6,00 %	95,000	2,528	2,409
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	55,400	1,212	1,295
Enbridge inc.	Perpétuelle, 4,00 %	100,000	2,586	2,493
	Perpétuelle, 4,00 %	180,000	4,672	4,500
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	82,000	1,755	1,905
	Perpétuelle, 4,80 %	60,300	1,482	1,405
Great-West Lifeco inc.	Perpétuelle, 4,50 %	45,000	1,084	1,015
	Perpétuelle, 5,20 %	145,000	3,816	3,567
	Perpétuelle, 6,00 %	30,000	737	762
	Perpétuelle, 4,60 %	15,000	243	353
Industrielle Alliance	Perpétuelle, 5,90 %	155,000	3,981	3,993
	Perpétuelle, 6,00 %	135,300	3,347	3,503
	Perpétuelle, 6,20 %	16,700	415	423
Société Financière Manuvie	Perpétuelle, 4,20 %	25,400	675	651
	Perpétuelle, 4,40 %	107,500	2,746	2,648
Total actions privilégiées			75,776	74,696
Total autres investissements (100,0 %)			772,500	771,853

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 30 juin 2013

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2012	Capital croissance PME, S.E.C.	50.0			
	Abitibi-Témiscamingue				
	2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)	-	91	-	91
	9223-3196 Qc inc. (Rona)	-	119	-	119
	Agence de sécurité Mirado inc.	-	176	-	176
	Diamants Stornoway (Canada) inc. (Les)	100	-	-	100
	Exploration Midland inc.	75	-	-	75
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	845	-	845
	Hôtel Forestel Val d'Or inc.	-	500	-	500
	Industries Bérroma inc. (Les)	-	437	-	437
	Location Lauzon inc.	-	198	-	198
	Lucien Mirault inc.	-	160	-	160
	Propane Nord-Ouest inc.	-	-	458	458
	Ressources Cartier inc.	75	-	-	75
	Total Abitibi-Témiscamingue	250	2,526	458	3,234
	Bas-Saint-Laurent				
	9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 QC inc.)	-	197	-	197
	Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)	-	-	250	250
	Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)	-	150	-	150
	Groupe Fillion Sport inc.	-	371	-	371
	Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.	-	125	-	125
	Total Bas-Saint-Laurent	-	843	250	1,093
	Capitale-Nationale				
	9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)	-	250	-	250
	9239-0012 Québec inc. (Les Puits du Québec inc.)	-	209	-	209
	9261-8263 Québec inc. VU par Laforce inc.	-	-	74	74
	Alimentation Francis Gravel inc.	-	294	-	294
	Collection Papillon Gemme inc.	-	-	250	250
	Éditions Gladius International inc.	-	-	177	177
	Excavation Vallier Ouellet inc.	-	161	-	161
	La Forfaiterie inc.	-	132	-	132
	Pixelweb Télécom inc. (7921527 Canada inc.)	-	-	300	300
	RCAA-Planifika inc.	-	-	250	250
	Total Capitale-Nationale	-	1,046	1,051	2,097
	Centre-du-Québec				
	9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)	-	-	944	944
	9268-3069 Québec inc. (Fenêtres Sélection)	-	125	-	125
	Fempro I inc.	-	1,863	-	1,863
	Total Centre-du-Québec	-	1,988	944	2,932

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2012	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50.0			
	Chaudière - Appalaches				
	Décoplex inc.	-	-	543	543
	Gesdix inc.	-	300	-	300
	Groupe Bertec inc.	-	150	-	150
	Plomberie Ste-Croix inc.	-	-	375	375
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-	250
	Recyc RPM inc.	-	375	-	375
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	750	750
	Ultima Fenestration inc.	-	246	-	246
	Total Chaudière - Appalaches	250	1,071	1,668	2,989
	Côte-Nord				
	9250-5528 Québec inc.	-	104	-	104
	9269-4603 Québec inc. - Gestion Patrick Ferreri	-	-	775	775
	Benoit Vigneault ltée	-	600	-	600
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	125	125
	Clinique d'optométrie VU (Thetford Mines) inc. (9256-5076QC)	-	-	83	83
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	175	-	175
	Express Havre St-Pierre ltée	-	-	675	675
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	300	-	300
	Location Paul Boudreau inc.	-	703	-	703
	Pavages Nordic inc.	-	300	-	300
	Santerre Électrique inc.	-	1,000	300	1,300
	Séurgence inc.	-	321	-	321
	Zone Vue (Québec) inc.	-	-	110	110
	Total Côte-Nord	-	3,503	2,068	5,571
	Estric				
	Innotex inc.	-	125	-	125
	Plastech inc.	-	-	288	288
	SE2 inc.	-	-	63	63
	VR2 Distribution inc.	-	-	125	125
	Total Estric	-	125	476	601
	Lanaudière				
	Thermo Structure inc.	-	625	-	625
	Total Lanaudière	-	625	-	625
	Laval				
	Modus FX inc.	-	-	354	354
	Total Laval	-	-	354	354

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2012	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50.0				
	Mauricie					
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	343		343
	Louis Lafrance & fils ltée	-	330	-		330
	Progi.com inc.	-	400	-		400
	RGF Électrique inc.	-	349	-		349
	Total Mauricie	-	1,079	343		1,422
	Montérégie					
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	141	-		141
	9120-6094 Québec Inc. (Lanla)	-	270	-		270
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	400		400
	Action Mécanique inc.	-	107	-		107
	Budget Propane (1998) inc.	-	-	1,000		1,000
	C.R.S./Vamic inc.	-	318	-		318
	Équipements de Piscine Carvin inc. (Les)	-	-	608		608
	Fibres Serden inc. (Les)	-	150	-		150
	Groupe Loïselle inc.	-	525	-		525
	Hygie Canada inc.	-	-	488		488
	Industries de Moules et Plastiques VIF ltée (Les)	-	-	469		469
	Instruments Isaac inc.	-	176	-		176
	Ressorts Foster ltée (Les)	-	125	-		125
	Station Skyspa inc.	-	-	685		685
	Total Montérégie	-	1,812	3,650		5,462
	Montréal					
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1,500	-		1,500
	9178-6574 Québec Inc. (Moment Factory)	-	233	-		233
	Attraction Média inc.	-	934	-		934
	Bonneterie Richelieu (Int'l) inc.	-	-	1,000		1,000
	Chaussures STC inc. (Les)	-	-	1,158		1,158
	CTA de Negotium	-	925	-		925
	DEK Canada inc.	-	1,550	-		1,550
	Emballages Stuart inc.	625	625	-		1,250
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	72	-	-		72
	Gestion Vision Globale inc. (GVG)	-	500	-		500
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	248		248
	Groupe Tolgeco inc.	-	1,250	-		1,250
	LVL Studio inc.	500	500	-		1,000
	M.C. Crystal inc.	-	-	148		148
	Magellan Aviation Services inc.	-	245	-		245
	Richporter Technology Ltee	-	500	-		500
	Sid Lee inc.	-	-	1,983		1,983
	Solutions Victrix inc. (Les)	-	442	-		442
	Source Évolution inc.	-	-	1,000		1,000
	Systemex Communications (S.C.) inc.	-	1,200	-		1,200
	Total Montréal		1,197	10,404	5,537	17,138

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2012	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50.0			
	Nord-du-Québec				
	Ressources GéoMégA inc.	75	-	-	75
	Total Nord-du-Québec	75	-	-	75
	Outaouais				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	-	-	1,500	1,500
	Total Outaouais	-	-	1,500	1,500
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	750	-	750
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	600	174	-	774
	Ambulance Médilac inc.	-	438	-	438
	C.R.O.I. (div. de 9068-6767 Québec inc.)	-	300	-	300
	Cam-Trac Sag-Lac inc.	267	-	-	267
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	200	200
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	-	125	125
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	125	125
	Hélicoptères Panorama ltée	-	-	871	871
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Qc inc.)	-	-	300	300
	Location A.L.R. Inc.	-	258	-	258
	Matelas Lion d'or inc.	-	86	-	86
	Mécanique Plomb O Gaz inc.	250	-	299	549
	Messagerie du Fjord inc.	-	425	-	425
	Services de soins de santé Opti-Soins inc. (Les)	-	400	-	400
	Sports Guy Dumas inc.	-	267	-	267
	Transports J.M.G. inc.	-	-	108	108
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	1,117	3,098	2,028	6,243
		2,889	28,120	20,327	51,336
	Fonds engagés mais non déboursés				13,591
	Total Capital croissance PME, S.E.C.				64,927

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances	
31-12-2012	Desjardins – Innovatech S.E.C.	54.5			
	7525443 Canada inc. (Inflotrox)		204	-	408
	9199-4012 Québec Inc. (Centre de Tri)		68	61	129
	Albert Perron inc.		695	282	977
	Asmacure inc.		518	-	518
	AxesNetwork Solutions inc.		814	-	814
	Biocéan Canada inc.		-	327	327
	Boisaco inc.		1,635	-	1,635
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.		-	148	148
	Concept Mat inc. et 9200-7848 Québec inc.		-	84	84
	Conception GSR inc.		82	-	82
	Éocycle Technologies inc.		815	327	1,142
	Équipements Comact inc.		232	-	232
	Équipements Julien Achard ltée ET Conception GSR inc.		-	125	125
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)		305	-	305
	Groupe Domax inc.		-	163	217
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	213	731
	H2O Innovation inc.		53	-	53
	Kanwal inc.		-	-	613
	LeddarTech inc.		317	-	317
	Logiciels Dynagram inc. (Les)		-	57	57
	LVL Global inc.		191	245	436
	Mayer Intégration inc.		-	154	154
	Medicago inc.		403	-	403
	Microsystemes DOG inc (Cadens Imaging)		-	381	381
	Novidév Santé active inc.		-	272	272
	OptoSecurity inc.		-	101	101
	P.L.C. inc.		-	54	54
	Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	311
	Rocmec Mining inc.		163	272	435
	Silicycle inc.		158	-	158
	Solutions Extenway inc.		520	-	520
	Technologies Crysam inc.		-	136	136
	Tranzyme Pharma inc.		94	-	94
	TSO3 inc.		772	-	772
	VIMAC Early Stage Fund L.P.		725	-	725
	Wanted Technologies Inc.		851	-	851
			9,926	2,419	2,372
	Fonds engagés mais non déboursés				11,920
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.				26,637

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Total \$
31-12-2012	Novacap Technologies III, S.E.C. - Sept investissements Les sept investissements sont : Chemical Computing Group inc. Creaform inc. iWeb Group inc. PKW Holding inc. Stingray Digital Group inc. Synergx Technologies inc. Technomedia Holding Corporation inc.	6 430	3 586	<u>10 016</u>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



Desjardins
Capital régional
et coopératif

2, complexe Desjardins
Bureau 1717
C.P. 760, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8